

# transform!

Réseau européen pour une pensée  
alternative et un dialogue politique

Rio+20 2012

Conférence des Nations Unies « Rio+20 » :

## Vers un autre modèle de société – Pour des biens communs à construire avec les peuples

*Chantal Delmas, "Espaces Marx"*

Suite à l'élection de François Hollande en France et au vu de la crise grecque et de sa contamination aux autres pays d'Europe, le vent est en train de tourner, si ce n'est dans les actes, tout au moins en paroles quant aux solutions pour sortir de la crise en Europe. //La solution serait de moins en moins dans les plans d'austérité mais, plutôt dans une relance de la croissance. Mais de quelle relance s'agit-il ? Si c'est une relance garantissant les investissements privés par les pouvoirs publics. Ceci ne fera qu'accentuer le démantèlement des droits sociaux et nous conduira droit dans le mur.

Pour qu'une relance soit crédible en Europe, un nouveau pacte doit être fondé autour de principes tels que ceux qui sont préconisés par « les économistes atterrés » : désarmer les marchés financiers, une intervention de la Banque centrale européenne pour empêcher la spéculation, une renégociation des taux et des dettes, la fin de la concurrence fiscale et une réforme du système bancaire autour d'un pôle public bancaire.

Mais serons-nous quittes avec ces mesures si nous n'intégrons, dans le même temps, la question sociale et écologique ? Ne doit-on pas nuancer la relance nécessaire par une remise en cause par notre société de nos modes de consommation et de production ? La reconversion écologique et sociale ne doit-elle pas être au centre de la réorientation européenne ?

Dans les négociations préparatoires à Rio+20, plutôt qu'une approche par les droits des populations, les délégués de l'Union Européenne et ses partenaires promeuvent l'inclusion dans le cycle du capital des processus biologiques qui sous des formes diverses assurent les grands cycles écologiques et la reproduction de la vie. La conservation de la biodiversité, la purification de l'eau, la pollinisation des plantes, la protection des forêts, la régulation du climat et le stockage du carbone etc., sont perçus comme des services éco-systémiques qu'il faut intégrer aux marchés, en leur attribuant un prix, pour les faire perdurer... et les rendre profitables. A la marchandisation de la nature, déjà ancienne, s'ajoute sa financiarisation. Alors que les crises financières et économiques exercent des ravages, il est criminel d'étendre l'emprise de la finance sur les éléments essentiels à la vie.

Aussi bien au niveau européen que mondial, nous avons besoin de remettre l'Humain au premier plan. **Le sommet des Peuples pour la justice sociale et écologique, contre la marchandisation de la vie et pour la défense des biens communs** se tiendra parallèlement au sommet de Rio+20 et sera un moment important pour porter un autre regard sur le

fonctionnement du monde actuel et faire valoir une autre alternative qui remette l'humain au centre. Nous ne voulons pas de « leur économie dite verte » qu'ils souhaitent nous imposer tant en Europe qu'à Rio plus 20. Cette solution aboutirait à la marchandisation de la terre entière par l'accaparement des terres et des sous-sol afin de mieux spéculer sur les matières premières et d'écraser ainsi encore un peu plus les populations.

Transform ! participera au sommet des Peuples de Rio+20 et à la journée internationale du 20 juin. Nous réaffirmerons dans ce cadre la priorité de l'humain dans la révolution écologique plus qu'urgente ; nous nous inscrivons contre la marchandisation de la nature, pour une société solidaire s'appuyant sur des biens communs à construire, à organiser entre les peuples .

## **Contre « l'économie verte », la justice sociale et écologique**

*Christophe Ventura, association "Mémoire des luttes"*

Du 20 au 22 juin se tiendra à Rio de Janeiro (Brésil) la Conférence des Nations unies sur le développement durable. Cette Conférence « Rio+20 », à laquelle sont actuellement annoncés 116 chefs d'Etat et de gouvernement, ne tirera pas le bilan accablant de deux décennies de dégradation écologique et sociale partout dans le monde. Favorisée par l'extension du néolibéralisme et de la logique financière à tous les secteurs d'activité et du vivant, cette dernière s'est considérablement accentuée tout en accélérant le développement des inégalités sociales.

En s'appropriant la notion « d'économie verte », « Rio+20 » vise désormais à transformer la crise écologique en opportunité de croissance - « verte » - pour les multinationales. Il s'agit d'une nouvelle étape dans la marchandisation et la financiarisation de la nature et du vivant. Pour ses promoteurs, il s'agit d'intégrer la nature dans le cycle du capital et de l'accumulation, d'ouvrir de nouveaux espaces de profits pour le capitalisme en soumettant tous les cycles de la vie aux règles du marché et aux illusions d'une croissance infinie.

Marchés carbone, agrocarburants, biopiraterie, etc. Loin de résoudre les multiples crises du monde actuel, « l'économie verte » ne répondra pas aux causes structurelles des inégalités et de la pauvreté, des changements climatiques, de la destruction de la biodiversité, de la crise de l'eau, des conséquences sur la santé de la dégradation de l'environnement, etc. Au contraire, elle les aggravera.

Face à cette nouvelle offensive, les mouvements sociaux et citoyens et toutes les forces altermondialistes et progressistes du monde entier se donnent rendez-vous à Rio du 15 au 23 juin pour le « Sommet des peuples pour la justice sociale et écologique, contre la marchandisation de la vie et pour la défense des biens communs »<sup>1</sup>.

L'ensemble de ces mouvements invalidera « l'économie verte » comme hypothèse de sortie de crise du capitalisme et démontrera en quoi ses premières victimes seront les peuples et la planète.

Ces forces, pour qui la question sociale est indissociable de la prise en compte de la question environnementale, présenteront leurs propositions alternatives pour une réappropriation démocratique des enjeux du développement et la promotion des biens communs, de la sobriété énergétique, d'une société de justice sociale et écologique.

---

<sup>1</sup> Site internet : <http://rio20.net/>

# Le projet d'une protection sociale universelle et transformatrice

Francine *Mestrum* – « *Global Social Justice* » <http://www.globalsocialjustice.com>

Le projet d'une protection sociale universelle et transformatrice vise à briser le mur du néolibéralisme derrière lequel se cachent les politiques de réduction de la pauvreté. Celles-ci ne mettent pas fin aux processus d'appauvrissement et ne mènent pas à la justice sociale. La Protection sociale universelle et transformatrice vise à englober les assurances sociales, l'assistance sociale, les services publics, le droit du travail et les assurances liées aux risques du changement climatique. Elle prend en compte les besoins matériels et immatériels, les droits individuels et collectifs. Elle requiert des politiques de développement différentes et comprendra des systèmes contributifs et non contributifs. Surtout, elle vise à préserver la vie en général et la vie sociale en particulier. Une telle protection sociale reconceptualisée est un instrument qui contribue au changement systémique. Elle combine la justice sociale et la justice climatique. Cette proposition a déjà été appuyée par une centaine de personnalités en Europe et dans le monde et une alliance avec le Forum social sur la santé et la sécurité sociale ainsi qu'avec des réseaux asiatiques se prépare. Le Sommet des Peuples est, pour nous, une opportunité pour élargir ces alliances et pour mettre l'accent sur l'importance de la protection sociale dans le nouveau monde qui se prépare.

**Distribution et écologie sont totalement interdépendantes :**

## Mettre en œuvre concrètement “un bien commun mais une responsabilité différenciée ”

Josef *Baum*, *transform! europe* et *Université de Vienne* [www.josefbaum.at](http://www.josefbaum.at)

Depuis 1992, les problèmes n'ont pas fondamentalement changé. Mais des nouveautés essentielles sont apparues : en ce qui concerne le changement climatique, il faut trouver des solutions dans un délai précis. Depuis une vingtaine d'années, la science s'accorde de façon significative et croissante à ce sujet et, au cours des vingt dernières années, la probabilité de conséquences dramatiques de la voie *business-as-usual* s'est accrue.

Jusqu'à maintenant, les conflits de répartition ont souvent été résolus en en faisant payer le coût à l'environnement ou aux futures générations ; les dettes environnementales ont, en quelque sorte, été considérées comme « rachetables » (ou semblaient l'être). Dans les années et décennies à venir le problème va changer : ne pas considérer les dommages futurs nuira à moyen terme et parfois même à court terme.

Les questions environnementales sont (aussi) des conflits qui concernent de façon importante la répartition régionale, la classe, le genre et autres et pèsent de façon importante sur l'axe vertical du temps (par rapport aux générations futures).

Des solutions durables concernant les ressources fondamentales et les problèmes d'émission ne seront probablement possibles que par une distribution « équitable » (au niveau mondial et aux autres niveaux) et par la solidarité. Et des solutions qui répondent « simultanément » à de nombreux problèmes - ressources, émissions, distribution et développement - sont nécessaires et possibles. La question de la répartition et la question de l'environnement sont devenues

totalement interdépendantes.

« Une responsabilité commune mais différenciée » a été reconnue, pour la première fois, par la communauté internationale à Rio en 1992 et le sera peut-être de nouveau à la Conférence de Rio de 2012, mais ce principe est interprété de façon très différente. Dans le mécanisme de Kyoto, la stratégie des « droits acquis » sur la base de taux de réduction différenciés reconnaît difficilement les questions de développement et les réalités historiques. La « proposition du Brésil » et les modèles similaires prennent en considération les émissions historiques par habitant et tiennent compte de la justice de manière beaucoup plus globale.

La mise en œuvre effective de la « responsabilité commune mais différenciée » au sein de l'Europe et au-delà nécessite encore beaucoup de travail de sensibilisation. Quoi qu'il en soit, il faudra des propositions concrètes pour intégrer la justice et l'équité à de nombreux niveaux pour la transition vers la durabilité régionale et mondiale.

**transform!europe propose deux ateliers :**

**La lutte pour une contribution européenne à la mise en œuvre d'une « responsabilité commune mais différenciée » – Justice et équité comme conditions préalables à une durabilité régionale et mondiale**

Matinée du 19 juin – probablement à 10 h

**Éléments introductifs** sur les perspectives des mouvements en Europe intégrant des objectifs fondamentaux sociaux et écologiques basés sur la solidarité mondiale, notamment dans les questions de changement climatique : **Josef Baum** (transform! l'Europe), **Francine Mestrum** (Global Social Justice), **Hermann Dworak** (Forum social autrichien et européen) ; des intervenants d'autres régions seront également invités.

**Justice sociale et justice climatique, bien commun de l'humanité et pauvreté illégale**

09.00 à 11.00 h Tenda 2 - n° Ademar Fredericci o 'Dema ' Nr code de l'activité : 405

**François Houtart, Riccardo Petrella, Armando de Negri, Francine Mestrum, Sarah Cook UNRISD et CUT.**

**Abonnez-vous à la newsletter de transform!**

La newsletter de transform! est publiée chaque mois et constitue un service e-mail gratuit de notre réseau. Elle est envoyée directement dans votre boîte de réception.

Pour vous inscrire ou vous désabonner il suffit d'envoyer un e-mail à :

[office@transform-network.net](mailto:office@transform-network.net) ou consultez notre site web.